

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Pinçon, Michel (1987) *Désarrois ouvriers. Familles de métallurgistes dans les mutations industrielles et sociales*. Paris, Édit. L'Harmattan, 184 p.

par Juan-Luis Klein

*Cahiers de géographie du Québec*, vol. 32, n° 85, 1988, p. 83-85.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/021938ar>

DOI: 10.7202/021938ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

composé de Jacques Fisette et de Mumpasi Lututala, chacun auteur d'un article ainsi que de Victor Piché et de Denis Tognide. L'ensemble des treize textes, plus la présentation, représente un apport valable à la critique des théories dominantes du développement.

En effet, s'il y a un élément commun évident dans ce dossier c'est bien l'accent critique dans les analyses théoriques ou parfois empiriques développées ici. Cette critique, informée par des lectures attentives de la production scientifique récente tant d'origine américaine, du Nord et du Sud, qu'europpéenne n'a d'ailleurs rien de dogmatique. Le marxisme n'est qu'un des éléments de référence et serait lui-même plutôt soumis à examen sévère. L'inspiration est donc éclectique : on retrouve les thèses féministes dans un article de C. Rondeau, l'écologie au premier chef dans une entrevue avec R. Dumont et le plus fréquemment les propositions de l'école de la dépendance qui voit le développement comme quelque chose imposé de l'extérieur. Les textes vont toutefois au-delà des généralités et s'attaquent directement à la matière sociale dans au moins deux articles rapportant des expériences de terrain : sur le logement des « ultra-pauvres » à Port-au-Prince par S. Fass et la tentative de restructuration de l'habitat au Burkina Faso pendant l'épisode révolutionnaire (1983-1987) par R. Bergeron. Deux excellents articles au demeurant qui contrastent avec une étude superficielle des bidonvilles d'Asunción (Paraguay). Ainsi la première partie du dossier qui porte sur l'enjeu du logement est-elle assez bien structurée.

La deuxième partie, « Urbanisation et situation de crise », et la troisième, au titre plus vague d'« Institutions, idéologies et changement social », rassemblent en vérité des textes aux thèmes divers dont la nécessité peut pour certains ne pas paraître évidente : un texte sur le cinéma et le Tiers-Monde, deux textes sur les questions religieuses, une étude des villes africaines qui survole son sujet. Il y a par contre là des textes heureux, équilibrés, nous dirions volontiers fondamentaux : R. Dumont, déjà cité, dont la pensée abrupte et généreuse a une force décapante, M. Lututala sur les enjeux migratoires, qui offre un texte de « démographie politique » solide dans le style de l'école de démographie de Montréal, D. Hiernaux Nicolas qui fournit une analyse passionnante de l'échec de l'aménagement du territoire au Mexique sur une décennie et demie (1970-1985). Enfin J. Fisette démonte habilement la pratique de la Banque mondiale dans ses programmes de lutte contre la pauvreté : cet organisme veut résoudre un problème qu'elle a décrété soluble sans toucher aux intérêts des États et des groupes nantis. Voilà une étude utile et réussie. Mais elle nous montre en même temps ce qui à notre avis manque au dossier : un volet politique où nous pourrions trouver des éléments sur l'analyse socio-politique dans les États du Tiers-Monde et sur leurs relations internationales. Le Burkina Faso de Sankara ou le Mexique du *Parti révolutionnaire institutionnel* bureaucratise font toucher du doigt les limites des pratiques révolutionnaires ou réformistes dans les pays dépendants et la méthode instrumentale de la Banque mondiale — parce qu'elle n'est après tout qu'une banque et qu'on ne peut demander aux banquiers de remplacer les hommes politiques — fait mesurer le drame d'un ordre économique international dicté à partir des centres du Nord.

Au total, ce numéro de la RIAC, complété par deux comptes rendus particulièrement pertinents sur des ouvrages récents de J.R. Chaponnière (1985) et de S. Latouche (1986) est à recommander aux chercheurs et aux étudiants pour sa lisibilité, sa bonne présentation et son attitude critique, « ouverte », bien utile en cette période de remise en cause des modèles dominants, dans le Tiers-Monde comme ici.

Christian A. GIRAULT  
School of Geography  
University of Oxford, Oxford

PINÇON, Michel (1987) *Désarrois ouvriers. Familles de métallurgistes dans les mutations industrielles et sociales*. Paris, Édit. L'Harmattan, 184 p.

Ce livre porte sur une ancienne et petite communauté industrielle, la ville de Nouzonville, sise sur la vallée de la Meuse, dans le département des Ardennes en France. Les ateliers et les

usines métallurgiques s'y sont établis dès les premiers moments de la révolution industrielle en France, ce qui explique que la communauté soit très attachée à un mode de vie que l'auteur appelle « ouvrier ». Une population uniforme et des réseaux familiaux très denses caractérisent cette communauté où ville et industries se sont développées en symbiose étroite, et où enracinement professionnel et identité locale ont toujours constitué la norme. Or, la dernière crise économique, qui, pour l'auteur, est ici surtout une crise d'identité, a profondément affecté la vie de cette communauté. Les conditions qui permettaient la production de l'identité locale de la population ont été complètement bouleversées, et la communauté s'est désagrégée tant sur les plans social que géographique.

L'auteur essaie donc d'expliquer d'abord le processus de production et ensuite la crise de l'identité sociale et géographique de la population de Nouzonville. Il le fait essentiellement à partir de la construction de quinze biographies de famille, au travers desquelles est présentée l'histoire de la communauté. Les notions-clés du travail sont celles de mode de vie, d'identité et de sociabilité, même si elles ne sont pas approfondies au plan théorique. Peu importe car on parvient à les comprendre grâce à la rigueur de l'analyse et de leur utilisation. L'auteur commence par établir que l'attachement au symbole de « l'homme de fer », avec tout ce qu'il véhicule comme représentation à la fois positive (habilité) et négative (conditions extrêmement dures du travail métallurgique), caractérise non seulement les travailleurs mais l'ensemble de la ville. Le type de rapports établis entre les patrons et les ouvriers n'est pas étranger à la production de cette identité. Les industries de la région ont implanté un mode « paternaliste » de gestion du travail, ce qui se traduit par « un rapport social dont l'inégalité est déniée, transfigurée par une métaphore qui assimile le détenteur de l'autorité à un père et les agents soumis à cette autorité, à ses enfants » (p. 58). Les usines et ateliers sont donc perçus comme de « grandes familles », très associées à l'image du patron, image qui survit d'ailleurs aux transformations juridiques des entreprises. « C'est en partie par rapport à un passé où patronat et ouvriers ont pu paraître voisins dans l'espace et dans les modes de vie que se sont produites les appréciations et les pratiques du présent » (p. 71). Il en résulte une communauté très attachée à son espace géographique (une section de la vallée de la Meuse), où, du moins pour ce qui est de la gestion du local, les visions apolitiques s'imposent aux visions de classes.

Pinçon insiste sur un aspect primordial du processus de production et de reproduction de ces pratiques. Il s'agit d'une certaine autarcie ouvrière. Cette autarcie est moins économique, bien que certaines pratiques d'autoproduction de certains biens et services soient constatées, qu'idéologique. Une autonomie relative résulte de la transmission de père en fils et de famille en famille d'un certain savoir-faire ouvrier, d'un patrimoine social, économique et culturel, que la population voit comme propres et exclusifs et dont elle est fière. Or, c'est justement sur cette autarcie et sur cette fierté qu'agit la crise économique. Celle-ci est vue par l'auteur comme le moment où le paternalisme ne suffit plus à gérer les contradictions entre le « passé incorporé » (accumulé ?) et le présent, entre une perception où la proximité sociale et spatiale constitue l'élément essentiel et une réalité marquée par les distances.

Un processus de déqualification des travailleurs s'ensuit, celui-ci s'exprimant de diverses façons : 1) le cycle de production échappe au contrôle des travailleurs ; 2) l'organisation du travail est réglementée ; 3) les fonctions traditionnellement valorisées (moulage main) sont dégradées suite à la remise en cause des modes traditionnels de qualification ; 4) les formes locales d'autoproduction du patrimoine communautaire sont remplacées par les institutions et programmes étatiques. Et l'auteur conclut : « les rapports paternalistes n'ont guère résisté aux bouleversements du marché du travail et la crise est venue rappeler brutalement la réalité des rapports de domination un temps euphémisés ou masqués par la proximité apparente du petit patronat local et de ses ouvriers. La déqualification, le chômage et le "peu de cas" que la direction fait maintenant de ses salariés rendent aujourd'hui insupportables des conditions de travail qui furent toujours très dures » (p. 127).

La déqualification des travailleurs a provoqué une « crise de vocation » (p. 137). Ce qui est remis en cause, insiste Pinçon, ce ne sont pas seulement les revenus (qui baissent) et les emplois (qui diminuent), mais aussi le système de valeurs autour duquel se construisait toute l'existence. La crise est donc vue comme le passage à un type de société où « les biens symboliques » ne sont plus produits et reproduits par ceux qui les consomment.

Disons en terminant que le livre est écrit dans un langage clair et que l'auteur limite au minimum l'utilisation des concepts théoriques, sans sacrifier pour autant la profondeur de l'analyse. Par ailleurs, on ne peut pas s'empêcher à sa lecture d'établir des parallèles avec la situation de quelques communautés québécoises en région périphérique et avec les tentatives de diminuer la distance sociale entre patrons et travailleurs qui ont lieu dans certaines usines (le cas de Cascades, par exemple). Bref, autant par la documentation qu'il apporte que par ses potentialités heuristiques, la lecture de cet ouvrage convient à tous ceux qui s'intéressent aux effets de la crise sur les modes de vie.

Juan-Luis KLEIN

Université du Québec à Chicoutimi

COLLECTIF (1986) La pauvreté : raison d'État, affaire de cœur. *Revue internationale d'action communautaire*, 16(56), 222 p.

Ce numéro de la *Revue internationale d'action communautaire* porte sur la France, les États-Unis, le Canada et le Québec. Évoquant un accroissement dramatique du nombre de pauvres et, surtout, l'échec des entreprises « égalitaires » des décennies 1960 et 1970, en particulier l'américaine, il invite à une « reconsidération » de tout le problème de la pauvreté. Mais le sens de cette invitation est un peu biaisé par l'importance même que l'on accorde à l'échec qui la justifie. Je simplifie : en grossissant l'entreprise américaine lancée par le président Johnson en 1964 et les quelques-unes, plus modestes, qui l'ont imitée, on contribue à perpétuer l'illusion, voulue ou non voulue, qui les inspirait, à savoir qu'on peut faire le monde en oubliant qu'il se fait.

La pauvreté et la lutte contre la pauvreté sont des phénomènes séculaires qui sont récemment devenus mondiaux. Ils évoluent en symbiose avec tout ce qui est social, politique, économique et culturel. Toute action est plus ou moins vouée à l'échec et à la reprise parce qu'elle est particulière et à courte vue. Nous connaissons à peine ce qui a été, nous voyons mal ce qui est, nous craignons ou idéalisons l'avenir plus que nous ne le prévoyons, nous sommes divisés quant aux buts et aux moyens... L'histoire des luttes contre la pauvreté n'est qu'une longue suite d'échecs. De chacun on peut apprendre comment il répète les autres, mais l'on doit surtout chercher à découvrir comment il s'en distingue étant donné l'état nouveau du monde où il s'explique.

Faut-il donc s'abandonner à la fatalité d'un quelconque « Il y aura toujours des pauvres » ? Non. Il est au moins prouvé que les luttes ont réussi à réduire parfois le nombre de pauvres, à en soulager plusieurs, à bloquer certains processus de paupérisation, etc. Il est prouvé aussi que la lutte à la pauvreté a toujours eu besoin à la fois d'une modestie tenace, prudente et éclairée en même temps que d'une foi enflammée et bousculante qui ne s'encombre pas d'analyses trop longues. Les deux s'ignorent rarement, se disputent souvent, se cherchent et s'appuient de mille façons, cherchant sans cesse à faire de leur lutte commune une tâche collective au-delà des nécessaires engagements individuels.

Le présent numéro de la *Revue internationale d'action communautaire* a clairement été conçu dans la perspective de cette lutte commune. Il est fait par des gens d'action modestes et éclairés et par des gens de foi ardente qui discutent de la lutte contre la pauvreté sous l'étiquette « raison d'État, affaire de cœur », ce qui évoque un partage à refaire entre les responsabilités collectives et les responsabilités personnelles. L'ouvrage est divisé en trois parties : I, Logiques de l'intervention étatique et de la solidarité : origines et enjeux du débat ; II, La critique néo-libérale contemporaine et les limites de l'intervention étatique ; III, Moins d'État, plus de cœur ? La pauvreté au quotidien. Ces grands titres universalisent trop les problèmes : l'État n'est pas partout le même, les conditions de pauvreté et les structures d'assistance non plus. L'analyse de chaque entreprise nationale dans son contexte aurait dû demeurer première, les conclusions étant renvoyées à la fin plutôt que d'être d'une certaine façon inscrites dans les titres.